

Turquie : repenser l'Empire

La nouvelle politique étrangère turque

vendredi 16 septembre 2011, par [Tancrède JOSSERAN](#)

Géopolitique de la Turquie. Jusqu'alors passive et arcbutée sur la défense du pré carré anatolien, l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002 a bouleversé la politique étrangère turque, démontre T. Jossieran. Abandonnant sa position statique, la Turquie a pris une orientation dynamique et multidimensionnelle. Grand artisan de ce changement le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu entend rompre avec l'amnésie culturelle qui en privant la Turquie de son identité profonde a coupé le pays de son environnement. T. Jossieran construit sa présentation sur des écrits d'A. Davutoglu, dont son livre intitulé *Strategik Derinlik*.

DE TOUS les ministres des affaires étrangères turques, la personnalité d'Ahmet Davutoglu (1959-) est la plus atypique. Ce qui détonne chez Davutoglu, est cette capacité à allier compétences sociales, diplomatiques et absence d'ambition politique nationale. Bien qu'issu d'une famille pieuse de Konya, Davutoglu a fait ses études secondaires au lycée allemand d'Istanbul. Très tôt, il s'oriente vers une carrière universitaire et occupe plusieurs postes à l'étranger. Marqué par son séjour en Malaisie, il observe un pays musulman capable de concilier pluralisme institutionnel, économie de marché sans pour autant rejeter dans les limbes sa tradition spirituelle. Tout l'inverse de [la Turquie](#) « victime » d'une occidentalisation à marche forcée. Proche des Frères musulmans, ses écrits sont traversés par une préoccupation récurrente : la crise du monde moderne et de l'universalisme occidental. Le caractère uniformisateur de la civilisation occidentale aboutit à la disparition des cultures locale. Cette agonie devient jour après jour plus criante avec le développement des moyens de communication. De très simples activités de l'existence humaine : « *Comme boire du Coca-cola ou porter un jeans sont interprétées comme la victoire de l'universalisme, de la culture démocratique humaniste* » [1]. En réalité, malgré sa suprématie matérielle, l'occident doute, victime du règne de la quantité. Aussi la « *conception du monde de l'islam n'est pas complémentaire de celle de l'occident, elle en est l'alternative* » [2]. Davutoglu souligne l'opposition radicale entre les deux civilisations. Depuis l'abolition du califat et l'imposition au monde islamique du cadre politique et social occidental avec le modèle de l'Etat-nation sécularisé, les sociétés islamiques vivent dans la schizophrénie. L'islam politique au XX siècle a été une tentative désespérée de restaurer un équilibre perdu. [Mais la fin de la guerre froide et l'émergence d'un monde multipolaire ont changé la donne](#). Dans cette perspective la mondialisation est une chance pour l'islam s'enthousiasme Davutoglu : elle dissout les Etats-nations, encourage le réveil des identités, en un mot, elle réintroduit le concept de civilisation. En raison de son histoire et de sa géographie la Turquie est la mieux préparée à prendre les rênes de ce retour à la tradition.

La Turquie annésique

La République turque a été consacrée en 1923 par une double rupture politique et culturelle. En faisant table rase du passé théocratique et cosmopolite de l'empire ottoman, [Mustafa Kemal, a voulu arrimer son pays à la modernité](#). Miroir négatif de l'identité turque, l'islam a été extirpé de la mémoire collective. Religion civique du nouvel Etat, la laïcité est devenue le point de départ et d'aboutissement obligatoire du projet d'ingénierie sociale des élites kémalistes.

Les conséquences de cette lobotomie culturelle ont été désastreuses souligne Davutoglu. Le retrait et le désintérêt marqué d'Ankara pour l'ancien espace ottoman a créé un décalage. « *Ainsi à Bagdad et à*

Damas où comme dans les autres capitales arabes, le turc était parlé, une fracture dans la société s'est creusée ». [3] Pire à partir de 1950, l'adhésion à l'OTAN pétrifie la politique étrangère turque. L'alignement sur l'Occident en toutes circonstances, devient le mot d'ordre de la république kémaliste. Alors que les soldats ottomans avaient été en première ligne en 1911 dans le désert libyen de Trablusgarp contre les visées expansionnistes européennes en Afrique du Nord, « *cinquante ans plus tard, membre fidèle de l'alliance occidentale, nous avons apporté notre soutien à la France dans sa lutte contre les musulmans d'Algérie* » [4]. La Turquie se coupait de son environnement géoculturel sans pour autant récolter de réelles contreparties comme le prouvent les rebuffades essuyées dans sa marche vers Bruxelles. La crise de Chypre en 1964 est révélatrice de cette situation [5]. Ankara se retrouve isolée face à la Grèce qui peut paradoxalement compter sur le soutien des pays arabes et de l'opinion publique occidentale.

La fin de la guerre froide et le retour de la dynamique civilisationnelle ont été un choc terrible pour les élites républicaines. Confiants dans l'orientation unilatérale de leur politique étrangère, ses élites repliées sur le réduit national anatolien portaient un regard maladif sur les vellétés de diversification. Ainsi « *Tout étudiant apprenant le russe ou l'arabe était considéré comme un agent communiste en puissance ou un partisan de la réaction* » [6]. Il faut donc sortir de l'axiome enseigné dès l'école primaire selon lequel : « La Turquie est entourée de trois côtés par la mer, et sur quatre par l'ennemi ». Une politique étrangère embourbée dans une impasse statique rend impossible la coordination du potentiel national et au final le déploiement stratégique.

L'impératif de la puissance

« *La Turquie jusqu'à une époque récente pouvait être considérée comme ayant des muscles forts, un estomac fragile, des problèmes cardiaques et un cerveau médiocre. En d'autres termes, elle avait une armée puissante, mais une économie erratique, manquait de confiance en soi et était dépourvue de réflexion stratégique* ». [7] **A partir de ce constat Davutoglu place la puissance au cœur de son analyse.** Elle est la dynamique du changement. Mais le Ministre turc subordonne la puissance à l'identité. Le fait de ne pas avoir « *d'identité claire, condamne au manque d'initiative, à l'autisme* » [8]. Si une société n'est pas « *la dépositaire de ses propres orientations et si elle s'effraie de ses propres dynamiques pour se complaire dans l'immobilisme, elle court alors de graves périls* ». [9] Inversement, les pays qui ont un ordre du jour précis sont enclins à acquérir des responsabilités. Chaque société développe une représentation de l'espace à partir d'un axe géographique spécifique, cette perception renvoie à son expérience historique, elle forme la structure mentale qui influe sur la politique étrangère. La planification stratégique découle donc de la mentalité stratégique. Davutoglu logiquement reprend à son compte la distinction opérée par Clausewitz entre tactique et stratégie. La tactique est utilisée sur les champs de bataille. La stratégie est l'art de gagner les guerres. Dans « *cette situation, il y a peu de différence avec la diplomatie : seul les moyens utilisés pour parvenir aux objectifs diffèrent* » [10]. La grande misère de la politique étrangère de la République réside dans son incapacité à combiner dans un cadre opérationnel, tactique et stratégie. Ainsi sa tactique varie en fonction des pays, d'où une stratégie générale faible sans vue d'ensemble. Au final le niveau tactique rejaillit sur le plan stratégique et en réduit d'autant plus la marge de manœuvre globale.

Profondeur stratégique

A ce stade du raisonnement Davutoglu introduit son concept clef de profondeur stratégique dont il a tiré le livre éponyme. La profondeur stratégique raisonne en terme de système. Un système est un ensemble de composants qui interagissent en vue de parvenir à un but déterminé. Les relations internationales sont comparables aux lois scientifiques. Des données interagissent recouvrant les moyens des Etats modernes : démographie, économie, ressources naturelles, culture, histoire, communication, emplacement géographiques, volonté politique [11]. En substance, un système produit de la synergie entre ses éléments. Cette synergie nécessaire au fonctionnement du système n'est possible que s'il est mis en

tension par un objectif opératif [12]. Le système a un besoin vital de profondeur. Elle lui procure la résilience indispensable à sa survie. Or pour Davutoglu « *La perception de la Turquie comme un réduit influe sur les rapports avec son environnement en instaurant des limites rédhibitoires. A partir du moment où on instaure une profondeur stratégique les coups de l'adversaire s'amortissent* » [13]. En effet, remarque Davutoglu, chaque pays possède un bassin qui reflète son espace de manœuvre géostratégique. Héritière de l'empire ottoman, auréolée de son ancien titre de guide de la communauté islamique, la Turquie dispose d'un large champ de manœuvre inexploité. En cercle concentrique cette espace s'étend de Sarajevo au Caire pour le premier, du Maroc à l'Indonésie pour le second.

La Turquie en raison de son emplacement, est l'un des rares pays à pouvoir arguer d'une réelle centralité sur l'échiquier planétaire. Ainsi, si « *l'Allemagne est le cœur de la Mitteleuropa Europa, elle est située loin de l'Amérique et de l'Afrique. La Russie est le pays au centre de l'Europe et de l'Asie mais éloigné de l'Afrique. L'Iran est le pays d'Asie centrale par excellence mais excentrée par rapport à l'Europe et l'Afrique. Du point de vue global, la Turquie possède une position géographique optimale. Elle est située en Asie et en Europe et dispose d'un accès direct au continent noir à travers la Méditerranée* » [14].

Retour vers le futur

Si Ahmet Davutoglu ne rejette pas le qualificatif de néo-ottoman, il n'en demeure pas moins critique quant à l'incapacité de la Porte au moment de son déclin à juguler la pénétration occidentale. Dans ce tableau sombre une période fait exception à ses yeux : le règne du Sultan Abdülhamid II (1876-1909). Retournant contre les Européens l'arme de l'instrumentalisation des minorités, le « Sultan Rouge » réactive la charge de Commandeur des croyants. La stratégie est à double détente. D'une part, elle vise à créer une zone d'influence en dehors des frontières ottomanes, de l'autre elle cherche à freiner l'appétit des puissances coloniales en se posant comme la protectrice des musulmans partout dans le monde [15]. En réalité, le néo-ottomanisme prend ses racines au XIX^{ème} siècle à l'époque des Tanzimat. Oscillant entre modernité et tradition, ses représentants comme le poète Namik Kemal, réfléchissent sur la possibilité d'une synthèse entre démocratie et islam. Par la suite, le néo-ottomanisme désigne à l'époque de la République tout un courant national-libéral groupé autour du défunt Président Turgüt Özal. **Dubitatif envers le kémalisme, ils opposent 800 ans de grandeur impériale à 80 ans d'atrophie républicaine. La réappropriation du passé ottoman est une psychothérapie.** La société renoue avec sa plus longue mémoire. Elle est également un moyen en s'inspirant du multiculturalisme de l'empire de trouver une solution à la lancinante question kurde. En se déplaçant du passé vers l'avenir à l'aide de la grammaire civilisationnelle ottomane, la Turquie panse ses plaies et réintègre son environnement régional. Concrètement cette politique se décline en 4 grands principes :

. **Une politique zéro problème avec les voisins.** Trop longtemps la Turquie a vécu dans la mentalité de la forteresse assiégée. Conséquence de cet autisme géopolitique à la fin des années 90 s'était formé un axe Greco-syro-iranien. La contestation d'Athènes sur la délimitation du plateau continental en mer Egée rejoignait le refus syrien de voir les ressources hydrauliques du Tigre et de l'Euphrate verrouillées par la Turquie. A cela s'ajoutait l'instrumentalisation réciproque par Damas et Téhéran du terrorisme kurde. Mais avec la guerre en Irak (2003) les lignes ont bougé. Un rapprochement spectaculaire s'est opéré avec la Syrie désireuse de desserrer l'étreinte américano-israélienne. Ankara estime qu'un dialogue avec Téhéran est préférable à une confrontation stérile. Plutôt que vouloir humilier l'Iran, il faut l'accompagner dans la quête d'un nucléaire civil. Tel est le sens de l'accord tripartite intervenu avec le Brésil en 2010. En Irak, la Turquie vise avant toute chose à préserver le cadre unitaire de l'Etat. Toutefois, la diplomatie turque entretient des contacts à haut niveau avec le gouvernement kurde d'Erbil. Du moment où le pas effectif de l'indépendance n'est pas franchi et où les Kurdes collaborent dans lutte contre le PKK, une large autonomie est envisageable. Les relations sont au beau fixe avec la Russie. La Turquie a adopté une attitude prudente au moment de la crise géorgienne en 2008. A cela une raison majeure, l'approvisionnement en gaz et en pétrole dépend majoritairement de Moscou. Plus décevant est le bilan sur la question chypriote. Le plan Annan en 2004, favorable à la Turquie, prévoyait la réunification de l'île dans le cadre d'une structure confédérale très lâche sans droit de retour des populations expulsées. Pour

ces raisons, il a été massivement repoussé par la partie grecque. Avec l'Arménie on touche du doigt les limites de cette politique. La volonté de normaliser les rapports avec Erevan et d'ouvrir la frontière a déclenché une crise avec l'Azerbaïdjan, république turcophone alliée dont 1/7e du territoire, le Haut-Karabagh, est occupé par l'Arménie. La résolution des contentieux avec un voisin, en génère avec un autre... En définitive, cette approche un peu irénique omet la possibilité que les voisins de la Turquie aient des intérêts distincts de ceux d'Ankara...

. **Une politique multidimensionnelle.** Libérée de la pesanteur des blocs, la politique turque se déploie en trois anneaux décroissants :

. Le monde arabo-musulman ;

. L'Asie centrale ;

. L'Europe avec les Balkans.

Trop longtemps la Turquie a fait figure de fourrier de l'impérialisme occidental. Aussi le veto à la guerre en Irak (1er mars 2003) a eu un impact considérable sur l'opinion publique orientale. Au sein des organismes occidentaux la Turquie se veut l'avocate des pays musulmans. A l'occasion de la désignation du nouveau secrétaire général de l'Alliance Atlantique (sommet de Strasbourg du 3 avril 2009), Ankara a mis son veto à la nomination de Fog Rasmussen, en raison des équivoques du Premier ministre danois au moment de l'affaire des caricatures du Prophète. En outre, depuis 2004 la Turquie préside l'Organisation de la Conférence islamique. Les rapports avec Israël reflètent cette évolution. Unique pays musulman à avoir reconnu l'Etat hébreu dès 1948, la Turquie a pendant plusieurs décennies intégrée Israël dans une alliance de revers contre les pays arabes. Les différends avec la Syrie et l'Irak réglés, cette alliance n'a plus de raison d'être. Au contraire, critiquer Israël permet à Ankara de consolider dans la rue arabe une légitimité qui lui faisait jusqu' alors cruellement défaut. Néanmoins, les diplomates turcs sont conscients des lignes rouges à ne pas franchir. Le fait d'entretenir pour un pays gouverné par des islamistes des relations civilisées avec Tel- Aviv est un formidable passeport de respectabilité.

En direction de l'Asie Centrale, la Turquie, préconise Davutoglu, a tout intérêt à se rapprocher du groupe de Shanghai sous la baguette de Moscou et de Pékin. Les républiques turcophones sont autant de relais de la profondeur stratégiques d'Ankara dans une région riche en ressources énergétiques.

Sans rejeter l'orientation européenne, Davutoglu estime qu'il serait absurde de sacrifier sur l'autel de l'adhésion une liberté de mouvement chèrement acquise. Dans l'esprit du Ministre, une Europe démesurément dilatée autoriserait une dose d'intergouvernementalité et laisserait à la Turquie toute latitude pour développer une politique en accord avec son histoire et ses traditions.

. **Un nouveau langage diplomatique.** Conséquence de l'orientation multidirectionnelle de sa politique, Ankara souhaite devenir le point de passage obligé des initiatives de paix dans la région. Cette intercession loin d'être une ingérence de l'extérieur est au contraire perçue par les Turcs comme une médiation de l'intérieur. En février 2006, Abdullah Gül répondait aux critiques suscitées par la visite du leader du Hamas Khaled Maschal : « *Qui d'autre plus que moi peut être concerné par la Palestine ? Tous les titres de propriété et les archives de Palestine, d'Israël et de Jérusalem sont en notre possession. Quand un problème émerge au Moyen-Orient, Istanbul est l'endroit de leur résolution. Archives, registres cadastraux, plans, cartes sont entre nos mains ; dans ce cas, ne suis je donc pas concerné par le Moyen-Orient ?* ». [16] Les règles protocolaires ont également évolué. En novembre 2008 à l'occasion du voyage officiel du souverain saoudien, Gül et Erdogan en contradiction avec les règles d'usage rendirent visite en premier au roi au Swiss Hôtel d'Ankara. Justifiant leur attitude, le Président et le Premier Ministre turc arguèrent du fait qu'il s'agissait d'une marque de respect envers une personne plus âgée...

Autre versant de ce nouveau langage : l'élément humain. Sans l'appoint de la société civile la diplomatie se réduit : « *à une force étatique grossière* ». [17] Elle légitime l'action politique et permet de jeter des ponts entre les institutions et le pays réel. Dans l'esprit des islamistes turcs, le concept de société civile renvoie principalement aux confréries religieuses. Certaines comme celle de Fethullah Gülen jouent à

travers un réseau éducatif mondial un rôle majeur dans la formation de élites des pays émergents.

. **Une politique rythmique.** La politique étrangère se conçoit comme une série d'opérations logiquement liées entre elles, sans à coups, unies par un objectif final commun, chacune atteignant des buts intermédiaires et gradués. **L'objectif : la constitution d'une profondeur stratégique ; la méthode : une offensive diplomatique continue ; les moyens : une poursuite opérative prolongée, sans arrêts ni pauses.** Concrètement les relations bilatérales sont entretenues par des visites et des entretiens constants. Rien qu'en 2003, le Ministre des affaires étrangères et les membres du gouvernement visitèrent 60 pays. Dans le même temps la Turquie recevait en visite officielle 9 Présidents, 14 Premiers Ministres, 25 Ministres des Affaires Etrangères. Mais c'est insuffisant juge Davutoglu. La Turquie compte à peine 1464 diplomates contre 5809 pour la France et 2541 pour l'Espagne.

La Turquie au centre du monde

Flanc sud-est de l'Alliance atlantique, **la Turquie est restée en dormition [18] pendant des décennies. Le grand dessein d'Ahmet Davutoglu est de la tirer de sa léthargie en renouant avec un passé et une tradition spirituelle prestigieuse.** Débarrassée du rigide carcan kémaliste, la Turquie gagne en autonomie dans l'espace et le temps. **D'Etat périphérique la Turquie doit passer à celui d'Etat pivot et parvenir au stade de puissance globale.** Il n'y a pas de diplomatie d'une ligne résume Davutoglu, « *mais une diplomatie de la surface. Cette surface est la terre entière* ». [19]

Copyright Septembre 2011-Josseran/Diploweb.com

Faire et publier une traduction de cet article du *Diploweb*

A titre exceptionnel, la publication d'une traduction de **certains textes** publiés sur le site *Diploweb.com* peut être autorisée à **quatre conditions** :

- . Respecter l'intégrité du texte et mentionner les coordonnées bibliographiques de la version d'origine en français, avec son URL ;
- . Faire traduire par un professionnel agréé, vers sa langue maternelle ;
- . Demander et obtenir une autorisation écrite du Directeur du *diploweb.com*, Pierre Verluise, via *diploweb hotmail.fr* . Préciser à ce moment les preuves de la compétence du traducteur et les signes de la respectabilité du support de publication choisie (site, revue, éditeur...).
- . Adresser un exemplaire justificatif de la traduction sous word **et** en pdf.

Toute traduction ne respectant pas ces quatre conditions est rigoureusement interdite et fera l'objet de poursuites devant les tribunaux de Paris.

P.-S.

Diplômé en Histoire de Paris-IV Sorbonne. Auteur de *La nouvelle puissance turque, l'adieu à Mustapha Kemal*, Ellipses, 2010, 219 p.

Notes

[1] Ahmet Davutoglu, *Alternative Paradigms*, University Press of America, Boston, 1994, p. 195.

[2] *Idem.*

[3] Ahmet Davutoglu, *Strategik Derinlik, (Profondeur Stratégique)*, Kure yayinlari, Istanbul, 2001.p.57.

[4] *Ibid.*p.54.

[5] Il s'agit de la première crise de Chypre en 1964. Tentés d'intervenir militairement les Turcs sont violemment réprimandés par le Président américain Johnson qui adresse à cette occasion une lettre humiliante à son homologue turc.

[6] *Ibid.*p.58.

[7] Qantara.de. 7 aout 2009, Nimet Seker, « A shift in Turkish foreign policy : Turkey's strategic depth »

[8] *Op.cit.*(3).p.33.

[9] *Ibid.*p.10.

[10] *Ibid.*p.31

[11] *Ibid.*p.17.

[12] Jean Lopez, Berlin, *Economica*, Paris,2009,p.79.

[13] *Ibid.*p.46.

[14] Sam.gov.az,Javid Valiyev, "Where is Azeirbaijan positioned in strategic depth ?"

[15] *Op.cit.*(3).p.53.

[16] Mustafa Sen, « Transformation of turkish islamism and the rise of the Justice and development party », in, *islamization of Turkey under the AKP rule*, Routledge, New-York 2011.p.61.

[17] *Op.cit.*(3).p.37.

[18] Dans l'islam, la 18e sourate du Coran évoque le récit de jeunes dormants. Ils sont demeurés dans une caverne durant 309 ans lunaires, ce qui correspond à 300 ans solaires. Ils décident d'y rester car la société extérieure est corrompue et les empêche de pratiquer leur foi. Cette légende connaît en Turquie à Ephèse une version chrétienne.

[19] Hürriyet Daily News, 4 janvier 2010, Fulya Özerkan, « Architect of deep strategy concept unveils new foreing policy ».